Compte Rendu du CA du 9 décembre 2005

FSEUL

mail : censier. fseparis3@laposte.net
paris 3 local 332b
Tel : 01 45 87 40 93

Le 9 décembre se tenait un conseil d'administration de Paris 3. Deux points nous semblent particulièrement importants à soumettre à la connaissance des étudiants : le vote du budget de l'université pour l'année 2006 d'une part et le vote de la motion de la FSEUL au sujet de la fermeture et la vente de Censier d'autre part.

1) Budget 2006

Les élus FSEUL ont été les seuls à s'opposer au budget 2006 toujours aussi insuffisant. La contribution de l'Etat a encore baissé de 200 000 euros. Dans le cadre la LOLF (loi organique de la loi de finances), la part des dépenses consacrées aux salaires des personnels prend 40% du budget et devrait croître pour atteindre à terme les 80%. Ce budget est à lier au désengagement financier de l'état : il prépare l'autonomie de l'université, voie royale pour sa privatisation.

D'autre part les aides du FSDIE (fonds prélevés sur les droits d'inscription), ne sont plus qu'attribuées aux seules initiatives culturelles et artistiques. Les aides sociales ponctuelles que ces fonds offraient aux étudiants nécessitent ou en phase difficile ne sont délivrées que par le CROUS, dont les aides sont déjà insuffisantes.

La présidence nous a fait part des ouvertures de poste de professeurs et de personnels sur Paris, qui ne sont même pas au nombre de cent (14 sur Paris 3), ce qui est dérisoire par rapport aux besoins (calculé à 60 rien que pour P3). Le CA, pourtant satisfait de ces chiffres, montre bien qu'il se contente de gérer la pénurie.

2) Motion de la FSEUL

Les revendications votées par les étudiants le 17 novembre lors de l'AG organisée par la FSEUL ont été soumises au CA par les élus sous forme de motion :

« *Le conseil d'administration de Paris 3 se prononce contre la fermeture et la vente de l'université Paris 3 – Censier et s'engage :*

- *à inscrire tous les étudiants qui remplissent les conditions légalement nécessaires*
- *à rétablir la session de rattrapage en septembre*
- *à respecter le droit à l'examen final pour tous les étudiants »*

Les membres du CA se sont trouvés devant un dilemme : soit ils s'opposaient et se déclaraient implicitement pour la fermeture de Censier et contre le respect de la légalité au sein de la fac (vis à vis des étudiants non inscrits et du droit à l'examen final), soit ils ne prenaient pas part au vote et risquaient de voir la motion acceptée par le CA.

Finalement, après un appel explicite de la présidence à voter contre la motion (ils optent donc pour la première solution !), celle-ci n'a été soutenue que par les 2 élus FSEUL. Trois personnels IATOSS se sont eux abstenus. Notons que l'UNEF et la Cé, dans la continuité de leur logique d'accompagnement des réformes de privatisation, se sont fermement prononcés contre la motion.

Le président a conclu la séance en cherchant à dissiper nos inquiétudes vis à vis de la mise en concurrence des universités. Dans un discours confu, il nous a expliqué que le seul moyen de sauvegarder l'université publique dans le cadre de la concurrence internationale du savoir était de développer le pôle d'excellence. Voilà le choix qu'il nous propose : université privée ou université publique élitiste et concurrentielle ! Nous voilà rassurés.